

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST

ISDND de Donzère
345 chemin des Bouzarudes
26290 Donzère

Références : 20240730-RAP-DAEN0735

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté 345 chemin des Bouzarudes 26 290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 14/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- 345 chemin des Bouzarudes 26 290 Donzère
- Code AIOT : 0006107044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre de stockage de déchets de la société SUEZ RV Centre Est, situé à Donzère, est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014, notifié au terme d'une procédure

d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées. Il a été complété et modifié par les arrêtés préfectoraux du 28 février 2019 (gestion des odeurs) et du 9 novembre 2020 (évolutions apportées au site).

Ce centre, d'une surface globale de 478 850 m², est constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles de générer des envols. Notons qu'une unité de traitement de déchets solides non dangereux est également citée, mais elle n'existe pas à ce jour.

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux est autorisée à 150 000 tonnes, avec une capacité maximale fixée à 200 000 tonnes/an.

La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) est autorisée à 1 200 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée jusqu'au 1er janvier 2034.

Le biogaz généré dans le cadre de l'exploitation du site est, soit valorisé dans l'un des deux groupes électrogènes du centre (moteur 316 – moteur 320) ; soit brûlé en torchère. Notons que l'une des torchères du centre appelée « Biochaude », permet une valorisation thermique du biogaz.

Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de la zone extension Nord de DONZERE 2, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation. Sa fin d'exploitation devrait à priori se situer en 2027. L'exploitation de la dernière zone de stockage du site, appelée DONZERE 3, commencera ensuite.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite du centre, l'inspection n'a perçu d'odeurs qu'à proximité, d'une part du casier de stockage de déchets en cours d'exploitation, d'autre part des bassins de stockage de lixiviats. Mais ces odeurs n'ont rapidement plus été perçues avec l'éloignement. Elles n'étaient donc pas de nature à constituer une nuisance pour le voisinage.

L'unité de traitement de lixiviats n'a pas été inspectée, l'exploitant a précisé qu'elle était à l'arrêt. Les lixiviats du centre sont actuellement envoyés en traitement dans des stations d'épuration communales ayant la capacité de les traiter, notamment celle de Montélimar. Une nouvelle unité de traitement de lixiviats est envisagée dans le centre.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Lixiviats en fond de casiers	AP de Mise en Demeure du 01/06/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Gestion du biogaz	Arrêté Préfectoral du 28/02/2019, article 1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Émissions diffuses de biogaz	Arrêté Préfectoral du 28/02/2019, article 2	Sans objet
4	Surveillance des émissions olfactives	Arrêté Préfectoral du 28/02/2019, article 4	Sans objet
5	Recouvrement avec inertes	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé de réels progrès en matière de réduction des nuisances olfactives en l'espace de quelques années, mais les signalements de la part du voisinage sont encore trop nombreux, il convient pour l'exploitant de poursuivre ses efforts.

L'exploitant se trouve confronté à une difficulté technique portant sur des lixiviats très difficiles à pomper au niveau des casiers 9 et 11 (viscosité, mousse.....). Cette situation singulière justifie des investigations spécifiques décidées par l'exploitant. Ceci étant, il n'y a pas d'impact environnemental susceptible d'être généré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Lixiviats en fond de casiers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de lixiviats en fond de casiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le directeur de la société SUEZ RV Centre EST, dont le siège social est situé Universaone, 18, rue Félix Mangini, 69 009 LYON, est mis en demeure, pour son centre de stockage de déchets non dangereux exploité 345 chemin des Bouzarudes 26 290 DONZERE, de respecter, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 11-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, en assurant le pompage des lixiviats dans les casiers de stockage de déchets des zones DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2, de telle façon que la hauteur de lixiviats en fond de casiers ne dépasse pas la hauteur de la couche drainante, soit environ 50 cm ; - l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014 susvisé, imposant le fonctionnement en mode automatique des pompes de relevage des lixiviats au fond des casiers de stockage de déchets non dangereux.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection un tableau rassemblant les relevés mensuels de la hauteur de lixiviats dans les 12 puits (numérotés 2 à 13) de relevage des casiers de stockage de déchets de la zone DONZERE 2 et Extension de DONZERE 2.</p> <p>Ce tableau montre le respect de la réglementation au niveau de tous les casiers (avec quelques légers dépassements non significatifs), excepté les casiers 9 et 11 (hauteurs parfois de plus de 10 m) L'exploitant signale qu'il est confronté à des lixiviats d'une nature particulière, avec une viscosité</p>

forte. Initialement, les pompes de relevage des lixiviats étaient toutes électriques. Mais ces pompes chauffaient très rapidement et étaient mises hors service au niveau des casiers 9 et 11. Des pompes de relevage pneumatiques ont été installées pour ces 2 casiers. Elles résistent mieux mais s'arrêtent assez rapidement, car elles sont encrassées par une sorte de croûte qui bloque leur fonctionnement, de plus, un problème de mousse s'ajoute (photographies présentées à l'inspection). Il faut alors les sortir, les nettoyer et les remettre en service, et ce deux fois par semaine.

L'exploitant souligne qu'au niveau des ISDND exploitées en France par la société SUEZ, seule celle située à DONZERE se trouve confrontée à ce problème très singulier de lixiviats. De ce fait, le CIRCEE (centre de recherche de la société SUEZ) a été appelé : Il procède à des analyses pour connaître précisément la nature des lixiviats responsables de cette situation, et trouver une solution. L'exploitant s'engage à tenir l'inspection étroitement informée de l'évolution de cette affaire.

L'exploitant fait remarquer que le problème rencontré au niveau des casiers 9 et 11 ne peut pas, selon lui, avoir de conséquences environnementales, dans la mesure où les casiers 8, 10 et 12, connexes aux casiers 9 et 11, et séparés d'eux par une digue d'environ 3 m de hauteur seulement, ne contiennent que très peu de lixiviats (faible hauteur mesurée). De plus, le fond des casiers se trouve sur une hauteur d'environ 10 m dans une couche argileuse naturelle de très faible perméabilité.

L'exploitant précise que la mise en mode de fonctionnement automatique des pompes est réalisée et ne pose pas problème, excepté pour les pompes des casiers 9 et 11. La mise en service des pompes est déclenchée à heure fixe 2 fois par jour (périodicité satisfaisante selon l'exploitant), et non pas à partir d'une hauteur donnée de lixiviats dans les casiers. Les pompes s'arrêtent automatiquement, quand la pompe aspire de l'air (vidange complète des lixiviats).

Lors de la visite du centre, l'inspection a demandé à l'exploitant de contrôler la hauteur de lixiviats au fond des puits implantés dans les casiers suivants :

Casier 5 : Hauteur : 0,43 m

Casier 6 : Hauteur : 0,01 m

Casier 9 : Hauteur : 8,52 m

Le contrôle a été effectué au moyen d'une sonde glissée au fond de chaque puits par monsieur GUIGON, chef d'équipe du centre, en présence de l'inspection. La sonde n'a pas fait l'objet d'un contrôle spécifique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les prescriptions contrôlées ne sont pas respectées pour les casiers 9 et 11 : Il est pris acte, d'une part que cette situation n'est pas susceptible d'avoir un impact environnemental, d'autre part que des investigations sont en cours pour trouver une solution technique. L'exploitant doit tenir l'inspection étroitement informée de l'évolution de cette affaire.

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2019, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Annuellement, la production théorique de biogaz des casiers sera réévaluée en intégrant les conditions les plus défavorables et un plan prévisionnel de dimensionnement des réseaux biogaz sera établi en conséquence. Ce dimensionnement sera validé par un tiers expert, puis communiqué à l'inspection des installations classées avant sa mise en service.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des paramètres permettant une gestion efficace du biogaz fait l'objet d'une procédure affichée dans l'établissement. La traçabilité des contrôles des organes de réglage (date, point contrôlé, dépression, concentrations, contrôleur...) est assurée.

Constats :

L'exploitant précise à l'inspection que suite aux émissions olfactives très fortes émanant du centre à partir de 2018, dénoncées par le voisinage et dont les plaintes ont été relayées par les maires des communes proches, outre les travaux importants engagés à l'époque pour traiter au mieux la nuisance, une modification de l'organisation interne de la société, pour la zone Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, a été mise en place de façon à ce qu'une telle situation ne puisse plus survenir.

Un poste de Responsable « réglages et travaux biogaz » a été créé, il est en charge du management des régleurs en poste sur chacun des centres de stockage de déchets (7 en exploitation, et 2 en post-exploitation), il est aussi chargé du dimensionnement des équipements de collecte du biogaz en liaison avec les responsables de chaque centre. Il assiste à une réunion au moins trimestrielle dans chaque centre pour tenir compte des écarts éventuels par rapport aux prévisions de production de biogaz, planifier et réajuster les travaux de collecte et gestion du biogaz sur les 12 mois à venir.

L'exploitant signale que les sujets abordés aux réunions et les actions s'avérant nécessaires sont rassemblées dans un récapitulatif intitulé « Point Réseau Biogaz Thierry Raffin 2024 », qui est remis à l'inspection. Des photographies visualisant les zones d'intervention, avec les précisions utiles, accompagnent ce récapitulatif. L'exploitant dispose ainsi d'une traçabilité complète de l'avancement des actions.

La supervision des données mesurées sur le réseau de biogaz est assurée à l'aide d'un outil interne développé sur le territoire Auvergne Rhône-Alpes PACA (ICEBRG). Il permet d'ajuster le réglage des vannes sur les réseaux de biogaz et de détecter les anomalies. Un travail est en cours sur la définition d'alertes au niveau des puits de biogaz.

L'inspection interroge l'exploitant sur la mise en place envisagée à une certaine époque de vannes automatiques sur les tuyaux de captation de biogaz (mise en dépression à maintenir optimale du massif de déchets). L'exploitant répond que cette automatisation est suspendue, elle serait en effet complexe dans la mesure où de nombreux paramètres sont à prendre en considération.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des évolutions décrites ci-dessus, l'exploitant précise qu'il n'a pas respecté les prescriptions contrôlées. Il s'engage à présenter à monsieur le Préfet de la Drôme, avec copie à l'inspection, un dossier de demande, argumentée de façon précise, portant sur la suppression (ou une adaptation) de ces prescriptions. L'inspection prend acte de cet engagement qui, s'il n'est pas

respecté, la conduirait à proposer l'application de sanctions à l'encontre de l'exploitant.
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Émissions diffuses de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place sur le massif de déchets non dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - trimestriellement pour le casier en cours d'exploitation et ses abords dans un rayon de 20 m ; - tous les 2 ans pour les autres casiers. <p>Cette fréquence peut être réduite à la demande justifiée de l'exploitant, elle ne peut être inférieure à 5 ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant signale qu'une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures est réalisée trimestriellement non seulement pour le casier 13 qui est en cours d'exploitation, mais aussi pour l'ensemble des autres casiers du centre. C'est une société (CLD Conseils) qui assure cette prestation. La cartographie la plus récente est remise à l'inspection, elle date du 19 juin 2024 et montre l'existence de quelques zones d'émissions, de surface extrêmement faible. L'exploitant souligne que les actions correctives nécessaires pour leur suppression sont prises le plus rapidement possible. Elles sont rassemblées dans un document intitulé « Plan d'action relevé CLD Conseil Émanations Biogaz 2024 », qui est remis à l'inspection. Ce plan précise les actions à effectuer et leur état d'avancement. Des photographies avec actions proposées figurent dans une colonne intitulée « Remarque CLD Conseil ».</p> <p>L'exploitant souligne que les nuisances olfactives liées au biogaz sont désormais peu fréquentes et très ponctuelles, car rapidement traitées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de surveillance des émissions olfactives est à mettre en place par l'exploitant sous trois mois.</p> <p>Ce dispositif peut être un observatoire constitué de personnes habitant aux alentours du centre, sous réserve notamment de la pertinence du nombre de personnes constituant l'observatoire, de l'implantation de leur domicile, de leur capacité à déceler et reconnaître des odeurs. La gestion de cet observatoire est assurée en partenariat avec un organisme tiers spécialisé, il doit permettre :</p>

- de surveiller en temps réel, enregistrer et caractériser les impacts olfactifs du centre ;
- de corréler les observations olfactives avec les données météorologiques (direction et vitesse du vent, hygrométrie, phénomènes d'inversion de température...), les faits d'exploitation du centre.

Dans le cas où ce dispositif est un observatoire, il prévoit au minimum :

- La formation de ses membres à la caractérisation des odeurs en provenance du centre : Nature, intensité et durée ;
- La création d'un outil permettant de consigner notamment les constats des membres et les événements d'exploitation particuliers du centre ;
- La tenue de réunions, à une fréquence à justifier, de restitution des résultats et actions menées : Analyses des constats enregistrés, échanges sur l'exploitation au cours et sur les évolutions envisagées.

Une synthèse annuelle est à établir et à faire figurer dans le rapport d'activité annuel visé à l'article 2.1.5 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant précise que le dispositif de surveillance des émissions olfactives adopté reste l'observatoire mis en place depuis plusieurs années et dont la gestion a été confiée à la société CLAUGER : Possibilité pour les panélistes de faire un signalement à toute heure via une application accessible sur mobile ou internet (outil EXPOLL).

La constitution de l'observatoire et la formation des panélistes sont des points qui n'ont pas été examinés lors de cette inspection.

L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu de réunion organisée pour présenter un bilan du fonctionnement de l'observatoire, dans la mesure où relativement peu de panélistes ont signalé des odeurs.

La synthèse annuelle figurant dans le rapport annuel d'activité portant sur l'année 2023 a appelé de la part de l'inspection l'observation suivante : « *L'absence de panéliste au Nord et à l'Est du centre n'est-elle pas de nature à poser problème ? Parmi les plaintes/observations reçues pour cause de nuisances olfactives, combien proviennent d'habitants/industriels situés au Nord et à l'Est du centre ?* »

L'exploitant répond qu'il n'y a que très peu d'habitants ou d'industriels au Nord et à l'Est du centre. L'exploitant remet à l'inspection un récapitulatif des signalements des panélistes depuis le 1^{er} janvier 2024 : 4 signalements portent sur la perception de biogaz et un porte sur la perception de déchets frais.

Par ailleurs, l'exploitant signale qu'il n'a reçu qu'un seul appel téléphonique signalant des odeurs de la part d'une personne n'étant pas panéliste.

Dans le rapport annuel d'activité portant sur l'année 2023, il est précisé qu'il y a eu 69 signalements : Ils sont certes en nette diminution par rapport aux années précédentes, mais ils sont encore nombreux ! L'exploitant est donc invité à poursuivre ses efforts pour améliorer ce bilan.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Recouvrement avec inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Stock d'inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le recouvrement des déchets par une couche de matériaux de recouvrement incombustibles (*) doit être effectué au terme de chaque période journalière d'apport de déchets, un recouvrement plus important sera effectué hebdomadairement, de façon à limiter les envols et les nuisances olfactives.</p> <p>(*) : Des matériaux de recouvrement n'étant pas incombustibles doivent, préalablement à leur utilisation, faire l'objet d'un dossier de demande à présenter à monsieur le préfet de la Drôme.</p> <p>Il est maintenu en permanence sur le site un stock de matériaux dont le volume cumulé ne sera jamais inférieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à 1 500 m³ pour les moyens de lutte contre les incendies ; - à la quantité nécessaire au recouvrement des déchets pour une période de 15 jours d'exploitation, soit environ 1 500 m³.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant signale qu'il dispose de stocks importants de matériaux résultant du terrassement des casiers de la future zone de stockage de déchets appelée « Donzère 3 », située à l'Est de la voie TGV.</p> <p>Lors de la visite du centre, plusieurs stocks conséquents de matériaux ont été aperçus à proximité du casier 13 en cours d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite